Conférence de presse de Michel Jobert (Washington, 13 février 1974)

Légende: Le 13 février 1974, à l'issue de la Conférence sur l'énergie de Washington, Michel Jobert, ministre français des Affaires étrangères, fait part de ses doutes quant à l'efficacité des mesures envisagées par la Conférence pour lutter contre les effets de la crise pétrolière mondiale.

Source: La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 1er semestre 1974-Novembre 1974. Paris: La Documentation Française. "Conférence de presse de M. Jobert, ministre des Affaires étrangères à Washington, 13 février 1974", p. 90-93.

Copyright: (c) La Documentation française

URL: http://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_de_michel_jobert_washington_13_fevrier_1974-fr-7b7b184a-97a4-4e82-a4a3-279e1079cce1.html

Date de dernière mise à jour: 16/03/2015

Conférence de presse de M. Jobert, ministre des Affaires étrangères, à Washington (13 février 1974)

Q. – La France a-t-elle adopté le communiqué avec ou sans réserves ?

R. – Vous savez que nous venons d'adopter un communiqué sur certains points. En effet, comme vous l'aviez déjà noté en observateur averti, la France n'a pas donné son accord. C'était prévisible étant donné les conditions dans lesquelles la Conférence a été convoquée, préparée, et le moment où elle intervenait.

Oui, vous le saurez à trois heures. Je crois que le communiqué sortira à trois heures. Je peux vous dire très rapidement que nous nous sommes associés à beaucoup de points, mais nous n'avons pas pu donner notre accord à un programme d'action qui n'a pas été défini pour nous de façon suffisamment claire. Je n'ai pas réussi à savoir si ce programme d'action serait conforme à ce que l'OCDE fait jusqu'ici et cela je l'aurais accepté volontiers, ou si ce programme d'action débordait sur d'autres sujets sur lesquels je n'ai obtenu aucune explication, et pas même leur intitulé.

Ensuite, il y a un paragraphe qui concerne les problèmes monétaires. Je n'ai pas voulu souscrire à la partie de ce passage qui est, à mon sens, du détail, et qui reprend des décisions qui ont été prises à Rome par le Groupe des Vingt, décisions prises le 18 janvier dernier, c'est-à-dire hier, et que le texte du projet de communiqué reprenait en beaucoup moins bien. Alors là, il ne s'agit pas d'un désaccord fondamental. Il s'agit d'une divergence dans l'appréciation, appréciation de l'opportunité.

Et on en arrive maintenant à ce qu'on a considéré, ici, comme le plat de résistance, et que moi, je considère comme à peine un hors-d'œuvre. Quand je suis venu ici, je pensais qu'on allait à tout le moins parler d'énergie, encore que j'étais légèrement méfiant, et je m'étais demandé si on allait parler un petit peu, et même beaucoup, de politique. Dans les jours qui ont précédé la Conférence, j'ai eu beaucoup de mal à faire admettre à mes interlocuteurs que c'était bien la politique qui était derrière tout cela. Il n'était pas, semble-t-il, convenable de le dire. Eh bien, c'est en effet de politique qu'on a beaucoup parlé, et la politique, en quelque sorte, a débouché sur ce hors-d'œuvre, dont je vous parlais il y a un instant, ou cette sorte de « zakouski », qui est en somme une préoccupation de procédure.

Comment cette Conférence de Washington peut-elle avoir un prolongement ? Peut-elle avoir un écho du point de vue du gouvernement français ? Cet écho, elle pouvait très bien l'avoir en marquant quelques préoccupations fondamentales, avec l'engagement des participants d'être solidaires et actifs, et par conséquent, on aurait très bien pu arriver à décider d'insuffler cette volonté dans un certain nombre d'organismes qui existent et qui ne demandent qu'à travailler. Ces organismes ont, à mes yeux, un avantage essentiel : c'est qu'ils ne prennent pas, ils n'ont jamais pris, l'aspect d'un club. J'en cite quelques-uns : l'OCDE, le Fonds monétaire international et les Nations Unies. Il ne s'agit pas d'un club. Il s'agit d'une forme très élaborée de la coopération internationale. Alors la procédure prenant quelques aspects politiques, bien entendu, s'est égarée à mon sens, dans une autre voie. On a voulu plutôt concevoir un groupe qui, au cours de ces trois journées, a pris les noms les plus divers, une sorte de caméléon qui, finalement, s'est révélé être le même animal, et le groupe avait pour but de continuer cette réunion de 13 pays consommateurs et producteurs industrialisés, et il doit avoir pour ambition d'essayer de distiller ses résolutions, ses orientations, dans une ou plusieurs conférences internationales. A notre sens, il eût été préférable de commencer par avoir une grande réunion internationale et ensuite de faire intervenir ce genre de réunion plus restreinte, comme une sorte d'application des décisions ou des orientations d'une conférence internationale. Et nous avons d'autant plus ce point de vue que nous avons déposé une proposition tendant à réunir une Conférence internationale sur l'énergie. Au travers des lignes du communiqué, vous verrez d'ailleurs qu'une référence, assez vague je l'avoue, est faite à cette proposition et à une autre proposition.

Alors, dans tout cela, je ne vois pas de drame majeur. Je vois simplement que sur le moment, sur la forme, sur l'avenir, il y a eu des opinions différentes. Je voulais dire qu'il n'y a donc pas eu de divergence fondamentale, mais le temps est là, les circonstances ; il faut en tenir compte. Comme on dit dans une chanson française, cela n'empêche pas les sentiments, et Dieu sait si, entre votre ministre des Affaires étrangères et moi, il n'y a pas de difficultés. Simplement, ce que je crois, c'est qu'il y a eu un manque

d'information préalable, et si elle avait eu lieu, probablement la Conférence de Washington aurait pris une autre forme et l'attitude des uns et des autres aurait été légèrement différente.

Q. – Voulez-vous dire que si se réunissait une autre Conférence ne groupant pas les pays producteurs, la France n'y participerait pas ?

R. – L'avenir est à ceux qui espèrent. Certains espèrent qu'il y aura des conférences organisées comme ceci, nous pensons qu'il devrait y avoir des conférences organisées comme cela. Alors, nous verrons quelles sont celles que nous favoriserons par priorité de notre esprit logique, et parfois agaçant. C'est en effet une des variantes qui avait été proposée par la France pour le paragraphe des procédures sur lesquelles nous avions tellement discuté. J'ai la faiblesse de croire que c'était une bonne solution.

Q. – Que pensez-vous de la façon dont la CEE s'est comportée pendant la Conférence ?

R. – Toutes vos questions commencent par « que pensez-vous… ». Il faut toujours penser, penser, penser. Eh bien, ce que je pense sur ce comportement, c'est que la Communauté économique européenne était tombée d'accord sur un mandat. Je considère, pour ma part, que ce mandat, je l'ai entièrement respecté. Il se trouve qu'à Washington, l'imagination a un peu pris le pouvoir. C'est un sentiment agréable que d'être imaginatif, mais il faut aussi être réaliste. Je suis sûr que chacun le sera davantage demain. La Communauté est une affaire qui a maintenant un passé et qui aura un avenir. Donc nous aurons tout loisir de méditer des leçons de cette réunion. En tout cas, ce que je peux indiquer, c'est que la Communauté économique européenne, qui était venue ici, semble-t-il, pour traiter de problèmes techniques de l'énergie – qui sont tout à fait dans sa compétence et dans ses préoccupations – s'est trouvée, comme je m'en doutais, face à face avec un problème politique. Or, je vous rappelle, la Communauté économique européenne c'est un organisme économique. Ça n'est pas encore une institution de politique internationale. Ainsi, peuvent s'expliquer les libertés de l'imagination.

Q. – Quand vous dites que vous avez été fidèle à vos engagements, cela veut-il dire que les autres pays européens ont manqué aux leurs ?

R. – La vie internationale est faite à la fois de résolution et de complaisance, et en répondant ici j'ai fait preuve de détermination. Si je vous répondais, je ne ferais pas preuve de beaucoup de gentillesse, alors je ne vous réponds pas. Je répète que, pour ma part, je considère que je me suis strictement tenu au mandat qui avait été défini à Bruxelles et j'ai indiqué d'autre part, je crois y avoir été clair, que la Communauté se trouvant mise en présence d'une affaire plus politique qu'économique, a fait preuve d'une certaine imagination. Je crois que je vous ai même dit que l'imagination avait pris le pouvoir.

Q. – Où en est votre projet de Conférence euro-arabe ?

R. – Quand vous dites « mon projet », je pense que vous vous référez au sujet des neuf Etats membres de la Communauté ? C'est bien cela, Monsieur ? Certainement, écoutez, alors ce projet aurait dû être examiné par mes collègues et moi-même à Bonn demain. Mais comme la Conférence a pris un jour de retard, nous avons considéré qu'il était peut-être plus sage de se reporter de quelques jours. Et cette affaire sera probablement examinée à notre prochaine réunion de coopération politique à Bonn.

Q. – Quel est l'effet, à votre avis, de cette Conférence sur l'unité européenne, c'est-à-dire l'unité des « Neuf » ?

R. – Je vous ai à peu près répondu tout à l'heure sur ce point, mais je n'ai pas annoncé que c'était précisément une réponse à ce genre de question, mais au travers de ce que j'ai dit, il y avait ma conclusion. Je ne considère pas que cette Conférence ici aura des effets considérables sur l'avenir de la CEE. Le temps qui passe remet chaque chose à sa place. Loin de l'actualité.

Q. – Pensez-vous que les appréhensions des pays producteurs de pétrole au sujet de cette Conférence sont justifiées ?

R. – Ecoutez, moi je suis responsable simplement des inquiétudes, des perplexités que le gouvernement français peut avoir en cette matière. Pour le reste, je lis la presse, les déclarations qui sont faites dans tel ou tel Etat. J'ai l'impression en effet qu'il y avait un certain nombre de gouvernements qui étaient ou inquiets ou soupçonneux. En outre, j'ai fait deux tournées au Proche-Orient, et j'ai recueilli en effet cette sorte d'inquiétude ou d'interrogation peu sympathique. Ou d'interrogation dénuée de sympathie.

Q. – Vous dites que vous avez été fidèle au mandat de Bruxelles. Mais celui-ci ne contenait-il pas des dispositions permettant la création de groupes de travail ?

R. – Eh bien, je vais vous répondre tout de suite. Je vais vous dire ceci : évidemment, vous êtes un peu comme M. Schmidt, ministre allemand des Finances, qui n'avait pas eu le privilège de suivre nos débats à Bruxelles, qui ont conduit à l'établissement de ce mandat. Si lui, ou vous, aviez été présent, vous auriez retenu de façon absolument évidente que j'avais fait préciser que ces groupes devraient être des groupes sur des sujets techniques et que de toute façon, il ne s'agissait pas de groupes destinés à prolonger la présente Conférence. Alors il n'y a aucune ambiguïté.

Q. – Pensez-vous que la situation des approvisionnements pétroliers sera améliorée par la Conférence ?

R. – Ecoutez, c'est une évidence qui ne me saute pas aux yeux, parce que si elle était si totale, je ne pourrais pas vous regarder à l'heure actuelle.

Q. – Pourquoi avez-vous saboté cette Conférence ?

R. – Nous n'avons pas saboté cette Conférence du tout. D'ailleurs vous savez, le sabotage, souvent, implique le secret. Or, je n'ai pas cessé, depuis la convocation de cette Conférence par le gouvernement américain et le gouvernement français n'a cessé de dire que c'était une affaire qui était mal engagée et sur laquelle nous émettions d'extrêmes réserves, et dont nous ne comprenions pas la vraie nature. Etait-elle comme on dit, chair ou mi-chair, mi-poisson ? Alors les jours ont passé, et nous nous sommes aperçus qu'en effet il s'agissait d'une sorte d'hybride qui aura peut-être une vie courte, comme les mélanges mal réussis.

Q. – Pensez-vous que vous auriez pu aussi bien rester à Paris plutôt que de vous rendre à cette Conférence ?

R. – C'est une question que l'on peut se poser, mais au fond, pendant trois jours ici, je me suis à la fois instruit du fond des choses, pas beaucoup sur le fond des choses il faut dire, sur le comportement des participants de cette Conférence, sur ma façon de me comporter dans cette Conférence, et après tout, une invitation ayant été faite au gouvernement français, j'avais eu l'espoir, venant ici avec mes collègues de la Communauté, et d'accord avec eux, de les accompagner aussi loin que possible pour moi. Eh bien, c'est ce que j'ai fait. Je les ai accompagnés aussi loin que je le pouvais. Alors, j'en suis satisfait.

Q. – Quelles ont été vos concessions ?

R. – Je l'ai dit au début de cette Conférence. Vous me demandez quelles ont été nos concessions ? Je ne crois pas que j'en ai fait beaucoup.

Q. – Votre comportement n'a-t-il pas simplement consisté à prendre des attitudes pour vous faire bien voir des Arabes ?

R. – Monsieur, est-ce que c'est votre appréciation ? Oui, alors, permettez-moi de vous dire que vous êtes dans l'erreur et beaucoup d'autres qui professent cette opinion que vous entendez de façon courante. La France est un pays qui a ses intérêts nationaux et, ne vous en déplaise, elle les défend de son mieux. Et cela n'a rien à voir avec l'attitude d'un mannequin. Voilà ma réponse.